

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE

COMMISSION NATIONALE POUR LA
PROMOTION DU BILINGUISME ET
DU MULTICULTURALISME

SECRETARIAT GÉNÉRAL



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace– Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

NATIONAL COMMISSION FOR THE
PROMOTION OF BILINGUALISM AND
MULTICULTURALISM

GENERAL SECRETARIAT

MISSION D'ECOUTE DES POPULATIONS
LANCEMENT DE LA MISSION A BAMENDA,
CHEF-LIEU DE LA REGION DU NORD- OUEST

COMMUNIQUE FINAL

Les mercredi 30 mai, jeudi 31 mai et vendredi 1^{er} juin 2018, le Président de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM), S.E Peter MAFANY MUSONGE, qu'accompagnaient les **Membres de la Commission** et le **Secrétaire Général** de ladite Commission, a effectué une "mission d'écoute auprès des populations à Bamenda, chef-lieu de la Région du Nord-Ouest. Cette mission fait suite à celle qui a été effectuée à Buéa en avril 2018.

OUVERTURE DES TRAVAUX ET DELIBERATIONS

La mission effectuée à Bamenda a débuté le mercredi 30 mai 2018 par une séance de travail entre la CNPBM et les autorités administratives sous la conduite du Gouverneur de la Région du Nord-Ouest.

L'ouverture des travaux proprement dite a eu lieu dans la salle polyvalente du PCC sise à **Ntamulung à Bamenda** le jeudi 31 mai 2018, sous la coordination du Président de la Commission en présence du Gouverneur et de ses collaborateurs, des autorités politiques, religieuses, traditionnelles, et d'un échantillon représentatif de la population.

Après l'exécution de l'hymne National et des prières dites par des musulmans et des chrétiens, le Président de la Commission a prononcé le discours d'ouverture dans lequel il a remercié les participants pour la grande

mobilisation qui témoigne à suffisance que le peuple est en phase avec la mission d'écoute. Il a fortement encouragé les participants à se sentir libre d'exprimer leurs opinions sur le bilinguisme, le multiculturalisme, le vivre ensemble et la crise qui secoue actuellement leur région. Il les a également exhortés à faire des propositions concrètes pouvant permettre de trouver une solution efficace à l'impasse actuelle qui entrave le développement socioéconomique de la région. Il les a rassurés que toutes les suggestions formulées au cours des échanges seront fidèlement transmises au Chef de l'Etat.

Le Président de la Commission a ensuite informé les participants que la Commission séjournera dans la région pendant deux jours et recevra toute personne ou tout groupe en privé, après la séance des délibérations du matin.

CONTRIBUTIONS DES PARTICIPANTS

Après la phase protocolaire, la partie pratique de l'exercice modérée par le Président de la Commission a commencé. La parole a été donnée à toute personne désireuse de la prendre parmi plus de 800 personnes présentes.

Plus de trente-cinq (35) participants, parmi lesquels le Chairman du SDF, des Membres du Parlement, des Universitaires, des chefs traditionnels et des autorités religieuses, des conducteurs de motos, 'des bayam-sellams', des journalistes, des jeunes filles et garçons, des membres de la société civile, des hommes d'affaires, etc. ont pris en toute liberté la parole devant toute l'assemblée et ont émis leurs avis sur divers sujets de l'heure.

La plupart des intervenants du jour ont salué la création de la Commission et ont exprimé le vœu que cette rencontre ne sera pas seulement une perte de temps parce qu'ils pensent que des rencontres similaires ont eu lieu par le passé et les requêtes adressées à la hiérarchie n'ont eu aucune suite jusqu'à présent. Toutefois, ils ont remercié les membres de la CNPBM d'être venus les écouter à leur base.

Les problèmes soulevés ont porté sur les points suivants :

- la déformation de l'histoire politique du Cameroun ;

- la mauvaise pratique du bilinguisme dans notre pays caractérisée par la prédominance du français ;
- l'absence de patriotisme dans le comportement de certains leaders ;
- le chômage de jeunes diplômés ;
- le manque d'infrastructures dans la Région ;
- la corruption, le tribalisme et le népotisme;
- la marginalisation des anglophones ;
- le sentiment que les anglophones ne sont pas aimés par leurs frères francophones ;
- l'injustice contre les anglophones ;
- les exactions perpétrées par certains groupes armés non identifiés ;
- le fait de ne pas attacher beaucoup d'importance aux anglophones ;
- l'arrogance dans la gestion de la crise ;
- l'affectation dans la Région des soldats et des agents de police qui ne s'expriment qu'en français ;
- l'absence d'égalité des chances dans l'accès aux emplois publics ;
- la tendance à ne pas tenir compte du sous-système d'éducation anglophone dans les concours administratifs ;
- le manque de respect à l'endroit des anglophones par certaines autorités administratives ;
- le complexe de supériorité qu'ont les francophones vis-à-vis des anglophones ;
- l'absence totale d'industries dans la Région ;
- la clarification des termes « terroristes », « sécessionnistes », etc.

La deuxième phase des délibérations qui a commencé dans l'après-midi à l'hôtel AYABA était consacrée essentiellement aux audiences accordées aux individus et groupes par le Président de la Commission et les trois Groupes de travail (Bilinguisme, Multiculturalisme et Vivre-Ensemble) qui ont été constitués à cet effet.

Les participants ont posé des questions pertinentes sur la pratique du bilinguisme, du multiculturalisme et du vivre ensemble, et surtout sur la crise que traverse actuellement la Région.

Ils ont aussi formulé des recommandations orales et écrites sur les voies et moyens de promotion du bilinguisme, du multiculturalisme et du vivre ensemble et, notamment sur la manière de mettre rapidement un terme à la

crise qui inflige d'indicibles souffrances aux populations du Nord-Ouest.

Les participants ont formulé des propositions à l'endroit du gouvernement.

Il s'agit notamment :

- de créer des conditions favorables au retour des personnes déplacées à l'intérieur du pays dans leurs domiciles ;
- de débattre des problèmes relatifs à l'institution du fédéralisme dans notre pays ;
- de trouver d'urgence des solutions aux problèmes de fond posés, en vue d'un retour à la paix ;
- d'initier un dialogue franc, sincère et inclusif entre le gouvernement et les Anglophones, y compris ceux de la diaspora pour trouver des solutions durables à la crise actuelle ;
- de se pencher sur la gestion des enseignants qui sont coincés entre leur hiérarchie et les groupes armés ;
- d'accélérer la réalisation des infrastructures dans la Région ;
- d'abroger la loi sur le terrorisme ;
- d'accorder une amnistie générale aux personnes emprisonnées ou en exil du fait de la crise ;
- de rechercher des solutions permettant aux villageois entrés dans la clandestinité de retourner dans leurs domiciles ;
- d'instruire les sociétés et établissements publics de mener leurs activités dans les deux langues officielles ;
- de ramener au pays tous les Camerounais réfugiés au Nigéria ;
- de veiller à ce que le patriotisme soit le mot d'ordre de tous les fonctionnaires ;
- de permettre aux Camerounais vivant à l'étranger d'avoir la double nationalité ;
- de faire en sorte que l'unité du pays repose sur l'équité et l'impartialité ;
- de permettre à la CNPBM de mettre effectivement en place les services déconcentrés prévus dans son organigramme ;
- de revoir la manière de présenter l'histoire du Cameroun ;
- d'insuffler un changement de comportement dans la gestion des affaires publiques ;
- de ramener la dépouille de l'ancien président AHMADOU AHIDJO dans le pays, etc.

Un vibrant appel a été lancé au Président de la République pour qu'il effectue une visite dans la Région pour s'adresser à ses « enfants ».

La deuxième phase de la mission d'écoute s'est achevée le vendredi 1^{er} juin 2018.

Fait à Bamenda, le 1^{er} juin 2018.



Peter Mafany Musongy

[Handwritten mark]